

L'ASSOCIATION NATIONALE

BUREAUX,

42, RUE GRENNELLE-SAINT-HONORÉ.

On ne reçoit que les lettres affranchies.

JOURNAL MENSUEL DES AMÉLIORATIONS IMMÉDIATES.

DEPOT,

46, RUE SAINT-LOUIS, AU MARAIS.

L'Ouvrier sans travail est une non-valeur.

Les Citoyens qui liront cette feuille sont priés de la répandre le plus possible, et de l'adresser à tous leurs amis de Paris et des départements, afin que notre projet d'association puisse recevoir promptement son exécution.

L'ASSOCIATION NATIONALE DES ARTS ET MÉTIERS.

Trois éléments concourent à toute production : le capital, le travail et le talent ; sans cette trinité productive, qui est à l'existence sociale, ce que la dualité animale est à la reproduction de l'espèce, il ne saurait y avoir de produit possible, dans les sciences, les arts, le commerce et l'industrie, dont elle est la condition même d'existence. Dans l'état actuel des choses, ces trois éléments sont divisés d'intérêts, et quand ils se trouvent réunis, c'est toujours pour s'exploiter les uns ou les autres, mais toujours au grand détriment du travail, qui est pourtant la cause principale et fécondante de la production ; c'est-à-dire de la richesse publique et privée. Cette division d'intérêts est la seule cause des malheurs que nous avons eu à déplorer, et que nous aurons toujours à craindre, tant qu'on n'aura pas donné satisfaction à cette grande puissance sociale, le travail, dont on ne fait que de commencer à se préoccuper légalement.

Rallier les trois éléments de la production ; les placer sur un pied de parfaite égalité, dans une vaste association ; les harmoniser de manière à donner sécurité au capital, bénéfice au travail, récompense au talent ; les faire se prêter un mutuel appui, un fraternel concours, tel est le but que nous nous proposons en fondant l'ASSOCIATION NATIONALE DES ARTS ET MÉTIERS, pour l'exploitation et l'organisation progressive, dans toute la France, du commerce et de l'industrie.

En donnant à notre journal le titre même de l'œuvre que nous voulions fonder, nous ne pouvions faire autrement que de développer tout notre plan dans ce premier numéro ; c'est ce que nous allons essayer de faire, aussi sommairement que le comporte l'importance du sujet.

Jusqu'à ce jour, des hommes d'une haute intelligence, animés, pour la plupart, d'un vif amour de l'humanité, ont fait, sur cette grande question de l'association, des théories plus ou moins savantes ; ils ont soutenu de longues et vives controverses, avec plus ou moins d'avantages. Nous avons voulu profiter des lumières des uns, des justes observations des autres, et dégager les théories de tout ce qu'elles avaient de difficile, d'impossible ou d'inopportun à la pratique, nous réservant, du reste, pour l'avenir, d'accepter toutes les améliorations que le temps, dans sa marche progressive, appelle dans toutes les institutions humaines.

Ce qu'il nous faut avant tout et immédiatement, ce sont des faits ; et puisque les théoriciens n'ont pas joint la pratique à l'enseignement, nous nous occuperons exclusivement d'arriver aux résultats que tous les socialistes se proposent : le bien-être pour tous ; mais en nous dégageant tellement des formes excentriques qu'ils ont donné à leurs idées, que nos moyens ressembleront presque, à tout ce qui s'est fait jusqu'à ce jour, ou à tout ce qui est su par tout le monde : à savoir, que l'association est le plus puissant moyen d'améliorer, de régulariser le sort des travailleurs, comme elle est également la meilleure condition de sécurité et de profit pour les riches, qui participent alors, légitimement, dans les résultats de l'activité que les travailleurs apportent à l'œuvre commune, et qu'ils ne peuvent nécessairement apporter au même degré, dans une œuvre qui leur est indifférente, en raison du peu de salaire qu'ils en retirent.

Les trois éléments de production sont donc intéressés à s'unir promptement et fraternellement, car le travailleur, placé devant l'arbitraire de l'industrie privée, qui se débat contre le discrédit ; souffre toutes les douleurs de la misère. Le capital disponible, craignant le sort de celui qui est engagé, se cache ne sachant où se porter, car il ne trouve de sécurité nulle part. L'État a beau l'encourager par des intérêts ruineux ; l'industrie a beau lui offrir des gages, tout est inutile ; il comprend bien cependant que l'inaction le tue, mais il préfère une longue agonie à une mort violente. Sa condition d'existence étant tout-à-fait changée, sa mort n'est plus qu'une question de temps, tant qu'il restera isolé. Le talent, suivant toujours la condition du travail, meurt également de faim. La Société est donc complètement désorganisée, puisque les éléments qui la composent ne fonctionnent pas. Les trois éléments de vie sociale existent cependant ; les

besoins de consommation existent également, et tous meurent dans l'isolement faute d'un lien de rapprochement. Il faut donc se hâter de sortir de cet état mortel pour tous, pour le riche comme pour le pauvre ; c'est-à-dire pour le capital comme pour le travail, car le mot pauvre est impropre et anti-social. Un citoyen ne doit jamais être pauvre, parce qu'il peut toujours être utilement employé, et que la société doit utiliser toutes les forces qui la composent, et les protéger également toutes. La propriété des bras ou de l'intelligence est donc tout aussi sacré que toute autre espèce de propriété, car ce n'est que par l'une que l'on arrive légitimement à l'autre. Il faut donc protéger les différentes propriétés ; pour cela, le plus prompt, le plus sûr, le seul moyen qui existe : c'est l'ASSOCIATION NATIONALE des Arts et Métiers, que nous proposons ; et, en présence des droits que la République est heureusement venue proclamer, il faut que l'association soit républicaine comme le principe dont elle émane, et qu'elle porte aussi, écrit sur sa bannière, cette sublime devise : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Jamais cette grande et féconde idée de l'association fraternelle du capital, du travail et du talent, n'avait reçu une plus solennelle sanction de nécessaire opportunité que dans les temps actuels !

La situation est anormale, aussi est-il de la plus impérieuse nécessité de la faire cesser au plus tôt ; tous y ont un égal intérêt : l'existence.

Il faut à tout prix résoudre la question sociale.

Ce n'est plus ni avec des paroles ou des écrits, ni avec de la poudre ou des baïonnettes qu'on y parviendra désormais ! Les paroles et les écrits ont préparé la solution du problème ; mais la poudre et les baïonnettes ne résolvent jamais rien, que sur les champs de batailles, et nous sommes dans une société chrétienne et civilisée, il faut donc que leur rôle cesse dans le débat social.

Ce sont donc des faits qu'il faut maintenant. Il faut que la réalité succède à l'idée ; l'exécution au plan. Là a toujours été et est encore la difficulté ; par la raison toute simple que les trois éléments de production ne peuvent pas se trouver dans une même main, et que leur réunion est indispensable : bon gré, mal gré, il nous la faut.

Une société n'est organisée qu'en vue du mutuel appui que doivent se prêter ses membres ; et la société cesserait d'exister du jour où chacun croirait ou pourrait vivre par lui seul et pour lui seul ; c'est ce sentiment de stupide égoïsme qui nous a jetés dans toutes les crises financières et commerciales, passées et présentes, qui nous préparerait encore celles de l'avenir, si nous n'avions promptement aux moyens de nous en préserver.

Il y a solidarité morale et matérielle entre tous les citoyens d'une même cité, d'une même nation ; dès lors, au lieu de chercher à dissoudre les liens sociaux en retirant le numéraire de la circulation, en tenant en suspicion constante les hommes qui ont faim, on ne saurait trop s'efforcer de les resserrer en consacrant la participation du travail aux bénéfices, et le droit au travail. Ce n'est qu'en proclamant ces principes que l'on arrêtera les désastreux progrès de cette dissolution sociale qui a donné lieu aux néfastes journées de juin, et que l'on parviendra à reconstituer l'ordre et la prospérité publique.

Quelles que soient donc les difficultés, et en raison même de ces difficultés, notre énergie persévérante saura nous conduire au but que nous voulons atteindre ; s'il ne nous était pas donné d'y parvenir, il faudrait désespérer de l'unité de la France et de la civilisation. Grâce à Dieu, il n'en sera pas ainsi ; et, faible et obscur parmi tous, mais connaissant les maux que nous voulons combattre, parce que les ayant longtemps soufferts, nous les avons profondément étudiés, sous le rapport matériel, et que nous avons la confiance de trouver dans le concours de nos amis et de nos frères, les lumières qui pourraient faire défaut à notre courageux dévouement.

Des moyens de réalisation.

Après avoir conçu l'idée, tracé le plan d'une association, la première chose dont il faille s'occuper : c'est l'argent. Les hommes d'argent ne sont généralement confiants que pour l'exécution des idées qu'ils conçoivent eux-mêmes. Il faut donc, d'avance, savoir se résigner à se passer d'eux ; et loin de nous en plaindre, nous nous en félicitons, parce que nous saurons trouver nos moyens d'action dans le concours des gros capitalistes qui jouissent déjà d'assez d'avantages sans avoir besoin de participer aux bienfaits de l'association. C'est, au contraire, les petits capitaux, les petites économies que nous voulons appeler, parce qu'ils ont plus de besoins

et moins de moyens de fructifier. Ce qui nous fait encore préférer les petits capitaux aux gros ; c'est que le succès même de notre association est dans le grand nombre d'intéressés qui formeront le capital ; tandis que nous manquerions infailliblement notre but, s'il était fait par quelques-uns seulement.

Nous désirons donc que la majeure partie du capital soit formée par les ouvriers eux-mêmes, car il ne s'agit pas seulement d'améliorer leur position présente ; il faut de plus, pour leur assurer l'avenir, qu'ils deviennent capitalistes dans la proportion des économies que les bénéfices de l'association leur permettront de réaliser.

Notre capital social est provisoirement fixé à un million de francs, divisé en 63 mille actions de 5, 25, 100 et 500 fr., payable par cinquième de mois en mois, en espèces, fournitures ou travail. Quoique l'argent soit rare et la somme forte, la modicité des actions et la facilité de leur mode d'acquisition les mettent à la portée de toutes les bourses, puisqu'il est possible de les solder en travail, c'est-à-dire par une faible retenue sur le prix de main-d'œuvre. Cependant, malgré toutes ces facilités, nous savons que si nous attendions la complète réalisation du capital pour commencer nos opérations, nous attendrions en vain ; mais nous avons prévu l'obstacle ; car comptant principalement sur le concours des travailleurs qui y sont les plus intéressés, et sachant combien la misère est grande parmi eux, nous avons fixé à 10 mille francs seulement le chiffre des actions à souscrire pour commencer la mise à l'œuvre. Souscrivant personnellement pour une bonne partie de cette somme, nous avons la certitude d'en atteindre promptement le montant ; ce qui nous fera immédiatement 2,000 fr. pour premier cinquième des actions.

Pour commencer avec si peu, il fallait nécessairement commencer par une industrie d'une exploitation facile et peu dispendieuse dans son installation. Il est évident qu'avec d'aussi faibles moyens de première exécution, on ne peut commencer que très-modestement ; mais nous pensons que c'est là le meilleur moyen de réussir, et les hommes de bonne volonté s'occuperont plus de l'utilité de l'œuvre que de la somptuosité de son établissement.

Nous avons donc choisi, pour première industrie, celle des tailleurs ; comme devant amener les plus faciles résultats ; laissant à l'association le soin de régler l'ordre d'exploitation des diverses industries nationales.

Si nous avons décidé nous-même du choix de la première industrie à exercer, c'est qu'il était indispensable que quelqu'un prit l'initiative pour donner l'impulsion des premiers travaux ; et si nous avons choisi de préférence l'industrie des tailleurs, c'est que nous en avons une connaissance spéciale. En raison de cela, nous avons pensé à ne créer notre Association que pour cette industrie ; mais nous avons cru qu'il y aurait égoïsme à ne pas faire pour les autres ce que nous jugeons indispensable pour celle-là.

D'un autre côté, nous pensons que le succès même dépend de l'appui collectif, que les diverses industries se prêteront réciproquement ; et, comme dans l'état des choses il est matériellement impossible de tout faire à la fois ; il serait injuste, inintelligent de refuser son concours à une œuvre qui doit être profitable à tous, par cela seul qu'elle ne commencerait pas par nous. Les travailleurs sont trop intelligents et trop justes pour ne pas le comprendre. Du reste, si avant que nous n'ayons pu réaliser de plus vastes moyens d'action, une ou plusieurs industries pouvaient s'organiser par elle-même, nous serions prêts à leur prêter tout l'appui fraternel que nous réclamons de tous les travailleurs qui les composent.

Maintenant, comme écoulement de nos produits, nous comptons sur le concours de tous les bons citoyens qui veulent sincèrement l'amélioration du sort des travailleurs, et nous sommes convaincus qu'il répondront à notre appel. Alors les travailleurs, intéressés au maintien de la prospérité publique, deviendront les véritables soutiens de l'ordre et verront sans haine et sans envie, cette propriété qu'on les accuse d'ambitionner d'une manière illégitime ; ils respecteront la famille dont ils ne connaissent encore que les douleurs, car, eux aussi, pourront devenir propriétaires et connaître les joies inépuisables de la famille.

Du principe.

Le principe de l'Association nationale des Arts et Métiers, est, comme nous l'avons déjà dit en commençant, celui de l'association fraternelle du capital, du travail et du talent, et voici comment nous en entendons l'application :

Le mode de salaires restera ce qu'il est déjà dans les diverses industries. A ce sujet il est bon de rentrer dans quelques considérations relatives à l'égalité et à l'inégalité des sa-

laire, et il nous sera facile de démontrer que les partisans des deux systèmes peuvent y trouver leur compte, car, dans la plupart des industries, les deux choses existent : le travail à la journée et le travail à la tâche ; mais, à côté du travail à la journée, il existe un correctif dont on n'a pas assez tenu compte en le prenant pour base de certaines théories sociales ; c'est qu'à part le stimulant de l'amour-propre, qui n'est que relatif, il en existe un plus réel et plus puissant : la crainte d'être renvoyé, nous ne dirons pas par le maître, expression impropre, mais par l'employeur, suivant la judicieuse expression des Anglais.

Si les théoriciens avaient passé, comme nous, quinze ans dans les ateliers, non-seulement ils n'auraient pas imaginé l'égalité des salaires ; mais encore ils auraient acquis la preuve que ce principe ne peut tendre qu'à diminuer sensiblement la somme des produits, et ils n'auraient pas basé un système absolu sur des faits erronés ou mal appréciés. Nous savons bien qu'on donne aussi, et principalement, la justice et le dévouement comme bases du système ; mais nous croyons encore qu'on n'a pas assez consulté les parties latérales de la tête de l'homme, qui sont le siège des penchants individuels, pour faire un principe général de ce qui, dans tous les cas, ne pourrait faire qu'une congrégation.

Dans notre principe d'association, nous conservons les deux modes de salaires existant, parce qu'ils sont nécessaires dans de certains travaux ; et, si le travailleur à la journée n'a plus la crainte d'être renvoyé pour stimulant, il aura celui de l'intérêt personnel qui lui équivaut, et qui, bien dirigé, doit devenir une cause d'augmentation de produits profitant à tous, au lieu de leur nuire, quand il ne travaille pas à l'œuvre commune.

Le travailleur, qui est en même temps employeur et employé ne saurait donc nuire aux autres en travaillant pour lui, puisque tous profitent des bénéfices de l'œuvre.

Voici maintenant comment nous entendons la répartition : 1° les frais généraux et les salaires de toute espèce, se prélèvent sur les produits bruts ; 2° l'intérêt du capital argent, à raison de 5 p. 100 l'an ; 3° un dixième des bénéfices répartis en primes d'encouragement entre ceux qui ont rendu le plus de services à l'Association, et en raison de l'importance particulière de ses services, appréciés par l'Assemblée générale, sur la proposition d'un comité spécial ; 4° un second dixième pour réserve ; cette réserve sert à venir en aide aux membres de l'Association qui pourraient en avoir besoin ; 5° les huit dixièmes restant sont répartis entre le capital argent et la somme du travail capitalisé ; seulement ces dividendes ne sont payés aux intéressés qu'en valeurs représentatives, en actions, à mois que, vu l'urgence, le conseil d'administration ou un comité nommé *ad hoc* n'en décide autrement.

L'Association nomme tous ses fonctionnaires à vie, mais elle peut les révoquer pour cause d'aptitude ou de malversation.

Les femmes, ayant les mêmes intérêts et les mêmes droits que les hommes dans l'Association, ont voix délibératives, et doivent être admises de préférence aux emplois de leurs spécialités.

Des garanties.

Dans l'Association, rien ne doit être livré au hasard ; point de spéculations aléatoires ; point de pertes possibles ; peu de bénéfice sur chaque opération, parce que le commerce doit être loyal ; mais bénéfice sûr, et considérable par le nombreux renouvellement du capital, puisque les achats et les ventes se font au comptant. Le crédit étranger est la ruine du commerce, quoi qu'on en dise, car il n'est profitable qu'aux marchands d'argent. Ainsi pas la moindre chance de perte et certitude de bénéfices.

Le capital trouvera donc, dans l'Association, un placement fructueux et solide, à l'abri de la baisse et surtout de la faillite.

Toutes les opérations se font avec le concours direct et la surveillance incessante du conseil d'Administration. Le caissier devra posséder une fortune foncière ou un chiffre d'action qui puisse grandement garantir les fonds de roulement en caisse.

Tous les employés déposeront leurs titres d'actions pour garantie de leur gestion ; avec toutes ces mesures de précautions, l'administration est donc dans l'impossibilité la plus absolue de compromettre les intérêts de l'Association.

Des avantages.

Tout le monde est d'accord sur les avantages de l'Association ; mais il est bon néanmoins d'énumérer ceux qui résulteront pour tous, de notre nouvelle société.

Tous les actionnaires travailleurs doivent y être employés au fur et à mesure du développement des affaires. Et si, dans le commencement, tous ne pouvaient l'être, les choix seraient faits par l'élection, ce qui ne pourrait donner lieu à aucune faveur personnelle. L'obligation d'être porteur d'action pour être employé de l'Association, oblige le sociétaire à faire quelques économies ; et quand il verra que ses petites économies prospèrent largement, il en prendra le goût parce qu'il acquerra la certitude, qu'avec de faibles réserves, il pourra arriver facilement à se faire un capital, plus sûr que celui de toutes les caisses de réserves, dont on fait tant de bruit, et qui ne peuvent aboutir à rien.

La seule preuve que, pour le moment, nous voulons citer, c'est que la caisse des retraites fournit à grande peine à ses besoins, malgré le nombre extraordinaire des extinctions, par la raison toute naturelle, que l'intérêt produit est trop faible pour augmenter sensiblement le capital.

Le seul moyen qui existe donc de former un capital pour la vieillesse du travailleur, est de placer ses économies de manière à ce qu'elles rapportent grandement : le placement industriel est le seul dans cette condition.

Quant aux secours, au lieu d'y pourvoir par une caisse spéciale qui ne peut exister que par des retenues, nous avons préféré un prélèvement d'un dixième sur les bénéfices ; ce qui n'est qu'une contribution frappant sur le salaire extraordinaire, au lieu de frapper le salaire ordinaire, ce qui est plus rationnel, selon nous ; car il nous semble que le système des retenues aurait pour effet de finir par tout retenir, ce qui est honorablement gagné par le travail, pour la remettre d'une manière presque humiliante, par le secours.

L'Association, au lieu de diminuer le salaire par des retenues, doit au contraire tendre à l'augmenter, et cela sans faire supporter d'augmentation aux produits.

L'Association, en supprimant les intermédiaires qui, multipliés comme ils le sont, augmentent extraordinairement les frais généraux de la production, profite tout naturellement des avantages de ces économies, des forces productives, résultat de la centralisation ; et, comme l'intermédiaire est très-souvent victime lui-même de la concurrence des grands capitaux, il en résulte qu'au lieu d'être victime de l'Association, il peut au contraire en profiter, en y entrant avec ses capitaux, ses marchandises, ses instruments de travail ou ses lumières, qui seront bien plus fructueusement exploités qu'avec ses moyens d'action ordinaires, qui sont toujours insuffisants pour faire face aux éventualités dont il se trouve constamment entouré. Nous croyons donc que l'Association peut facilement concilier tous les intérêts qui se sont combattus jusqu'à ce jour, et qui, réciproquement, trouveront la confiance et la sécurité où ils ne trouvaient que crainte et ruine.

Le travailleur qui, malgré son intelligence et son activité, était condamné à végéter toute sa vie, si le hasard de sa naissance ne lui donnait pas quelque aisance, pourra, avec sa capacité seule, arriver aux premiers grades de la hiérarchie industrielle, sans avoir besoin de recourir à l'intrigue, à la ruse ou à la fraude.

Ainsi, depuis le manœuvre jusqu'à l'artiste, depuis le petit boutiquier jusqu'au gros négociant, depuis le petit rentier jusqu'au grand capitaliste, tous trouveront des avantages à participer à l'Association, soit comme membre actif, soit comme membre passif ; soit comme producteur, soit comme consommateur ; car la production, débarrassée de toutes ses chances de ruine, et dans des conditions tout à fait normales, en établissant le commerce véridique et loyal, sera seule en mesure de produire à bon marché.

Ainsi, vous tous travailleurs de tous les grades, qui souffrez et qui sentez l'absolue nécessité d'améliorer votre position physique et morale, dans le présent et dans l'avenir.

Vous tous, heureux de tous les degrés, qui sympathisez avec ces souffrances, qui voudriez sincèrement faire quelque chose pour les calmer, et qui ne l'avez pas fait, jusqu'à ce jour, parce que vous n'en trouviez pas le moyen ; ce moyen vous est offert ; saisissez-le si vous ne voulez pas être taxés de mauvais vouloir envers les travailleurs, qui attendent dans les angoisses de la faim et du désespoir.

Hâtez-vous donc tous d'apporter votre concours à l'œuvre de la régularisation sociale.

Dans l'exposition de ce plan, nous n'avons rien inventé ; nous n'avons voulu rien inventer. Nous avons pris les idées où elles se trouvaient, sans nous inquiéter si quelqu'un les avait émises avant nous, ou si ce n'était ce qui se fait en détail autour de nous.

Nous n'avons donc fait que synthétiser quelques faits, préoccupé que nous étions, avant tout, de réaliser quelque chose en présence de l'interminable débat sur l'organisation du travail.

Maintenant nous faisons un appel à tous les hommes de bonne volonté, pour nous aider dans notre œuvre de centralisation des forces productives. Que chacun nous apporte l'appui fraternel de ses bras, de son intelligence, de sa bourse ou de ses besoins ; et la France, au milieu des concerts d'un fraternel amour, pourra élaborer en paix les grands problèmes politiques et sociaux, qui doivent régénérer le monde.

Rue Grenelle Saint-Honoré, 42, on reçoit tous les jours, de huit heures du matin à cinq heures du soir, les adhésions à L'ASSOCIATION NATIONALE DES ARTS ET MÉTIERS.

LA FAIM CHASSE LE LOUP DU BOIS (1).

AIR : *Je ne regrette plus mes yeux* (Béranger).

Allons, faut-il que la misère
Force la porte des châteaux ?
O France ! n'es-tu plus la mère

(1) Cette chanson, composée en 1839, devait faire partie d'un recueil que nous avions commencé à publier en 1844, et pour lequel nous avons passé en cour d'assises, nous la publions aujourd'hui : n'étant pas connu, nous avons besoin de prouver que nous ne sommes pas un démocrate du lendemain.

Des enfants dont tu vois les maux ?

Attendras-tu que la souffrance

De l'honneur étouffant la voix,

Fasse taire la conscience :

La faim chasse le loup du bois.

Exploiteur de l'espèce humaine,

Toi pour qui sont tous les plaisirs ;

A moi le travail et la peine,

A toi les somptueux loisirs.

Oh ! tu dois comprendre, mon maître,

Que je ronge mes fers parfois,

Et je les briserai peut-être :

La faim chasse le loup du bois.

Crois-tu, lorsque mon bras travaille

Pour te vêtir élégamment,

Que ce n'est pas chose qui raille

D'être privé de vêtement.

Sans travailler, toi tu peux vivre ;

Je manque de pain quelquefois ;

Songe que la misère enivre :

La faim chasse le loup du bois.

Et vous, mes nobles mandataires,

Comédiens du palais Bourbon,

Pour le bonheur des prolétaires,

Dites : qu'avez-vous fait de bon ?

Croyez-vous que nos destinées

Soient soumises à celles des rois ?

Messieurs, comptez-mieux les années :

La faim chasse le loup du bois.

Manœuvres de trois jours sublimes,

On nous vole le prix du sang ;

De vainqueurs devenus victimes,

Les vaincus ont repris leur rang ;

Mais que la liberté s'éveille,

Souvenez-vous de nos exploits ;

Ce jour peut-être en est la veille :

La faim chasse le loup du bois.

Pauvres parias politiques,

On nous tient toujours à l'écart ;

Et jamais des faveurs publiques

Nous n'obtenons la moindre part ;

Mais que le désespoir nous force

A réclamer enfin nos droits,

Nous les arracherons de force :

La faim chasse le loup du bois.

La France en tous lieux est salie,

Notre étendard ne fait plus peur ;

Notre vieille gloire avilie

Fait douter de notre valeur ;

Mais qu'un jour le dieu des batailles

Fasse entendre sa grande voix,

Le Peuple ouvrira ses entrailles :

La faim chasse le loup du bois.

N'ayant ni savoir ni génie,

Avec soin je cachais mes chants,

Craignant que leur peu d'harmonie

Ne les fit siffler des méchants ;

Mais repoussant cette faiblesse,

Devant tout un Peuple aux abois,

Ma peur se change en hardiesse :

La faim chasse le loup du bois.

Le Rédacteur-Gérant, D. BESSÈDE.

Pour paraître en Septembre prochain :

ALMANACH

DES

CHANTS NATIONAUX,

POUR 1849,

PAR TOUS LES CHANSONNIERS POPULAIRES DE PARIS,

Publié par D. BESSÈDE.

Imprimerie Dondey-Dupré, rue St-Louis, 46 (Marais).